



8 avril 2022

(22-2870)

Page: 1/1

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**NOTIFICATION DE LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE  
DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

**QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS AU SUJET  
DE LA NOTIFICATION DE L'INDE<sup>1</sup>**

La communication ci-après, datée du 8 avril 2022 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Les États-Unis remercient l'Inde pour sa notification concernant les modifications apportées à ses règles antidumping, et posent les questions suivantes:

**Question n° 1**

À l'article 2 ii), paragraphe 29 1), l'Inde établit les conditions dans lesquelles un réexamen relatif à la prise en charge antiabsorption peut être envisagé. Veuillez décrire les facteurs qu'elle prendra en considération et indiquer sur quelle base l'autorité chargée de l'enquête déterminera le prix de revente dans le cadre de ce réexamen.

**Question n° 2**

À l'article 2 ii), paragraphe 29 3), l'Inde indique que "circonstances particulières", dans une affaire donnée, peuvent permettre à l'autorité d'accepter une demande d'ouverture d'une enquête antiprise en charge dans un délai de deux ans à compter de la date d'imposition du droit antidumping définitif. Veuillez donner des exemples de ce qui constituerait une circonstance particulière selon cette disposition.

**Question n° 3**

Une fois qu'une enquête antiprise en charge a été ouverte, ainsi qu'il est indiqué en détail à l'article 2 ii), paragraphe 29 3), l'autorité chargée de l'enquête acceptera-t-elle et examinera-t-elle les communications de toutes les parties intéressées?

<sup>1</sup> G/ADP/N/1/IND/2/Suppl.11.